

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERDIPOLE

22 rue de Courcelles
75008 Paris

Références : -
Code AIOT : 0003802080

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement VERDIPOLE implanté Zone Portuaire - 1ière rue 59211 Santes. L'inspection a été annoncée le 14/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le thème retenu pour la visite d'inspection est la gestion des nuisances olfactives.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERDIPOLE
- Zone Portuaire - 1ière rue 59211 Santes
- Code AIOT : 0003802080
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERDIPOLE est spécialisée dans le traitement biologique ou physico-chimique de matériaux issus de chantiers de dépollution des sols telles que des terres polluées.

La société Verdipole exploite notamment sur son site de Santes des installations de traitement de déchets non dangereux de capacité de traitement de 57 000 t/an (rubrique 3532 et 2791), de broyage concassage de produits minéraux ou déchets inertes (rubrique 2515), de transit de produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (2517), de transit ou préparation de déchets non dangereux non inertes (2716) ainsi qu'une installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles (2719).

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 2022.

Avant cette autorisation, les activités du site relevait du régime de la déclaration. La déclaration initiale des installations a été réalisée le 18/06/2018.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	MTD générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu de l'auto-surveillance (émissions atmosphériques)	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 10.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant prend en compte la gestion des odeurs au sein de son activité, notamment lors du traitement de terres polluées par le procédé de bioventing, seul process générateur d'odeurs dans l'activité du site.

L'Inspection constate que le site dispose d'un plan de gestion des nuisances olfactives.

Ledit document appelle deux axes d'amélioration: capitaliser et valoriser les actions entreprises par l'exploitant dans le cadre de la surveillance environnementale des rejets atmosphériques du site, à mettre en corrélation avec la gestion de la nuisance olfactive.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de l'auto-surveillance (émissions atmosphériques)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 10.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des odeurs
Prescription contrôlée : Dans l'année suivant la mise en service des installations; ou au plus tard lors de la première réception de déchets odorants si celle-ci intervient dans un délai supérieur à un an après la mise en service, l'exploitant fait procéder à des campagnes de contrôles des émissions olfactives. Au regard des résultats de cette campagne, un plan de gestion des odeurs est défini et mis en oeuvre.
Constats : Interrogé sur la gestion des déchets odorants depuis la mise en service des installations, l'exploitant présente le procédé utilisé pour dépolluer les terres polluées sur site, à savoir le bioventing , seul traitement pouvant générer des odeurs sur le site de Verdipole. Ce dispositif fonctionne en circuit fermé : via un drain en sa partie basse, de l'air est soufflé au sein de la biopile (fermée hermétiquement et apposée sur dalle étanche). Ce procédé favorise la reproduction bactériologique et aide ainsi à la dégradation des terres polluées. En partie haute de la pile, un système de décarbonatation (par charbons actifs) vient épurer l'air, qui est de nouveau envoyé dans le circuit. Dès lors qu'un traitement de terres polluées est mis en œuvre par bioventing, l'exploitant indique procéder quotidiennement à une mesure de contrôle du bon fonctionnement du charbon actif via un détecteur à photo-ionisation, dit PID (détecteur portable de composés organiques volatils (COV)). L'exploitant a transmis la fiche technique du PID (MiniRAE Lite), par courriel du 20/11/2025. Cette sonde dispose de seuils de détection qui définissent la pollution olfactive. L'exploitant indique que dès lors qu'une dégradation du charbon actif est observée, celui-ci est remplacé et envoyé en filière de traitement approprié. L'exploitant indique également que, depuis la plainte de 2021, ce process éventuellement générateur d'odeurs, n'est plus exécuté aux abords du site afin de ne pas incommoder le voisinage: La biopile est désormais implantée en position centrale sur le périmètre de l'exploitation. Interrogé sur les campagnes de contrôles des émissions olfactives, l'exploitant indique avoir mis en place un registre numérique en interne depuis la 1 biopile traitée à compter du 27/03/23. Ce registre est incrémenté deux fois par semaine et recense les différentes mesures effectuées. Ce registre est présenté à l'Inspection (et transmis par courriel du 20/11/2025). Ce registre comprend : <ul style="list-style-type: none">• les débits d'air pour vérifier qu'il n'y a pas de déperdition dans le circuit ;• le relevé de la température extérieure ayant un impact sur les bactéries ;• la mesure du PID avant filtre et après filtre ;• la possibilité d'ajouter un commentaire en cas de problème éventuel (ex : une coupure de courant au moment de la mesure). L'exploitant déclare qu'aucune dérive n'a été relevée, ni d'observation de pollution olfactive. Il indique également que ce type de traitement bactériologique est conditionné par la météo avec

la nécessite d'une température comprise entre 15 et 25°. Le bioventing est un process qui peut idéalement être mis en œuvre sur une période de 3 à 4 mois dans l'année (avril ou mai jusque septembre et potentiellement octobre).

Bien que n'ayant pas détecté de pollution olfactive en 2023, l'exploitant a néanmoins réalisé un plan de gestion des odeurs (point de contrôle n°2).

Sur demande de l'Inspection, l'exploitant présente la procédure de la caractérisation physico-chimique des déchets en amont de réception sur le site. L'exploitant prend pour exemple une réception d'enrobés:

- un diagnostic de caractérisation physico-chimique est effectué en amont de la réception au sein de l'appel d'offre,
- un diagnostic amiante ainsi qu'une mesure du taux de HAP sont effectués.

Ces diagnostics permettent de déterminer le type de traitement de bioventing et par extension le type de bactéries utilisées. Le choix des bactéries est déterminée en fonction de quatre grandes familles de composés : les BTEX, les COHV, les HAP et les HCT. Les HAP et HCT étant les plus odorantes.

La durée d'un traitement est définie en fonction du taux de charge en polluant et peut osciller entre 1 à 2 mois jusqu'à un an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs

Prescription contrôlée :

Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Constats :

Le plan de gestion des nuisances olfactives du 15/11/2021 est présenté à l'Inspection.

Celui-ci comprend notamment :

- La présentation de la plateforme illustrée par un plan des zones de réception et de traitement ;
- L'origine des nuisances olfactives ;
- L'anémométrie afin de connaître les zones vers lesquelles les odeurs peuvent se disperser en fonction du vent ;
- Le dispositif mis en place pour la localisation et la prévention des nuisances olfactives dans la zone de réception ainsi que dans la zone de traitement.

A la lecture du plan de gestion des nuisances olfactives, l'Inspection indique que des axes d'améliorations peuvent venir compléter ledit document:

- la surveillance environnementale réalisée chaque année par l'exploitant doit être capitalisée au sein du plan de gestion des nuisances olfactives (au regard notamment de l'anémométrie ou encore des résultats obtenus (jauge Owen, etc.)),
- la procédure des contrôles par PID pourrait également être insérée au sein du document afin de valoriser les actions menées sur site. L'exploitant indique que cette procédure existe dans son plan de traitement des terres polluées et peut tout à fait être reprise dans le plan de gestion des nuisances olfactives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan de gestion des nuisances olfactives appelle deux axes d'amélioration sur lesquels l'exploitant s'engage, sous 3 mois, à :

- mettre à jour et faire évoluer, si nécessaire, le plan de gestion des nuisances olfactives, en capitalisant les résultats annuels de la surveillance environnementale réalisée sur site, notamment au regard de l'anémométrie et des résultats obtenus (jauge Owen, etc.);
- ajouter la procédure intégrée au plan de traitement des terres polluées au sein duquel est caractérisé le dispositif de mesures PID déclinant les différentes actions possibles selon les seuils définis par l'outil de mesure.

L'exploitant s'engage à réaliser cette procédure de mise à jour annuelle, selon l'activité du site et les résultats de la surveillance environnementale des rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois